

Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2009)
Heft: 5

Artikel: "La transition à un système à faibles émissions de CO2 prend du temps" : Interview
Autor: Birol, Fatih / Kägi, Matthias
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-642742>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation


L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«La transition à un système à faibles émissions de CO₂ prend du temps»

Fatih Birol est économiste en chef à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), ce qui donne une résonance toute particulière à ses propos sur l'économie et la politique énergétiques à l'échelle planétaire. A l'heure où se prépare le sommet de Copenhague sur le climat, il s'exprime ici sur les évolutions marquant les marchés de l'énergie. De plus, M. Birol dévoile en primeur à *energeia* quelques indications sur le contenu tant attendu du «World Energy Outlook» de 2009.

Monsieur Birol, après leurs envolées fulgurantes au milieu de l'an passé, les prix du pétrole sont à nouveau retombés. Une bonne nouvelle, en somme, pour les pays industrialisés que représente l'AIE?

Il ne fait aucun doute que le récent recul des prix du pétrole a été positif pour l'économie mondiale en ces temps difficiles. En 2008, le pétrole coûtait en moyenne 100 dollars le baril. Si le cours moyen de 2009 s'établit par exemple à 70 dollars, il en résulte pour les pays de l'OCDE une impulsion économique se chiffrant à quelque 290 milliards de dollars. Par contre, la crise financière et les prix bas du pétrole entraînent aussi le report voire l'annulation de nombreux projets pétroliers ou gaziers très coûteux. La baisse de la demande due à la crise économique introduit le risque de voir les investissements régresser considérablement au cours des prochains mois et années, ce qui pourrait conduire à des difficultés d'approvisionnement lorsque l'économie retrouvera le chemin de la santé. Et les prix du pétrole connaîtraient alors une nouvelle envolée sapant à son tour l'essor le plus timide.

De quelle ampleur est le récent recul des investissements dans l'extraction pétrolière?

Nous estimons que, dans l'ensemble du monde, les investissements budgétés en 2009 pour le pétrole et le gaz dans le secteur amont, c'est-à-dire l'exploration et la

«PARTOUT DANS LE MONDE, LES INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE SUBISSENT UN EFFONDREMENT DÙ AUX DIFFICULTÉS QUE TRAVERSENT LES MARCHÉS FINANCIERS ET AUX FAIBLES COURS DU PÉTROLE.»

production, ont déjà été réduits de 21% par rapport à l'année précédente, ce qui correspond à une diminution de presque 100 milliards de dollars. Le recul est le plus marqué là où les coûts de développement sont les plus élevés et où la branche est principalement composée d'acteurs et de projets de petite taille. Pour toutes ces raisons, ce sont les pays non-membres de l'OPEP qui devraient enregistrer la plus forte régression des investissements.

Par vos avertissements dans le «World Energy Outlook», vous espérez déclencher les investissements nécessaires. Avez-vous des raisons tangibles de vous croire entendu?

Nos analyses montrent que l'effondrement mondial des investissements dans le domaine énergétique face au durcissement des conditions financières affaiblit la demande énergétique des utilisateurs finaux et porte atteinte aux flux de fonds. Nous avons présenté ces résultats lors de nombreuses rencontres internationales au plus haut niveau, notamment à la réunion des ministres de l'énergie du G8 en mai dernier à Rome. Je suis convaincu que ce thème oc-

cupe aujourd'hui une place privilégiée dans les programmes des dirigeants politiques du monde. Ils se rendent bien compte désormais que cette question peut avoir des incidences de grande ampleur et même, selon les réponses qu'ils apporteront, être lourde de

conséquences pour la sécurité énergétique, les changements climatiques et la pauvreté énergétique.

Selon votre estimation, jusqu'où le prix du pétrole remontera-t-il à moyen terme?

L'AIE n'a pas pour tâche de prévoir le prix du pétrole. Néanmoins, il faut absolument dire qu'une incertitude extrême règne aujourd'hui tant à propos des gisements pétroliers que des coûts de production et des prix pour les consommateurs finaux. Or, même si le déséquilibre des marchés entraîne une forte volatilité, le temps du pétrole à bas prix est bel et bien révolu.

Appeler à investir davantage dans l'extraction pétrolière, ce n'est pas tout. Pour réduire la dépendance au pétrole, il faut aussi encourager les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ces domaines d'avenir bénéficient-ils d'investissements suffisants lorsque les cours du pétrole sont bas? Partout dans le monde, les investissements dans le domaine de l'énergie subissent un effondrement dû aux difficultés que traversent les marchés financiers et aux faibles cours du

INTERNET

Agence internationale de l'énergie (AIE):
www.iea.org

Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA):
www.irena.org

Conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Copenhague:
www.cop15.dk

pétrole. Les projets relatifs aux énergies renouvelables, attrayants il y a un an encore, le sont moins aujourd'hui. Des échos similaires nous parviennent à propos des investissements visant l'efficacité énergétique. Ce sont là des signaux inquiétants.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) créée en début d'année à Bonn pourrait ici jouer son rôle d'avocate du renouvelable pour contrer ces tendances. AIE et IRENA: concurrence ou coopération?

Collaborer avec l'IRENA est envisageable et souhaitable. Mais la question des formes d'une telle collaboration est prématurée, l'IRENA étant encore en phase de démarrage. Attendons que toutes les étapes de fondation soient franchies et le programme de travail clairement défini, et on pourra sonder les possibilités de collaborer. L'AIE est disposée à coordonner ses activités dans une certaine mesure, pour que les deux agences atteignent plus facilement leurs objectifs respectifs dans le domaine du renouvelable. Je reste toutefois convaincu que toutes les institutions en lien avec l'énergie devraient fournir des analyses impartiales de l'ensemble du secteur énergétique.

Quels sont les pays précurseurs pour la promotion des énergies renouvelables? Où se situe la Suisse dans ce domaine?

Pour l'énergie éolienne, Etats-Unis, Allemagne, Danemark, Chine et Inde sont en première ligne. Le photovoltaïque est principalement l'affaire de l'Espagne, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Les plus gros producteurs de biocarburants sont le Brésil, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Chine. La force hydraulique permet à la Suisse d'avoir une très grande part d'énergie renouvelable dans sa production d'électricité, mais ce potentiel est déjà largement exploité. Au cours des dernières années, l'éolien et le solaire ont connu en Suisse une croissance impressionnante d'environ 20%, mais leur potentiel est limité. Biomasse et biogaz, par contre, offrent encore un potentiel non négligeable. Dans le domaine de l'énergie géothermique, la Suisse est même en tête du marché grâce à son exploitation par pompes à chaleur.

Le lancement d'un «new deal écologique mondial» pourrait lui aussi réamorcer d'abondants flux d'investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Dans cette optique, quel soutien l'AIE apporte-t-elle aux grands dirigeants politiques?

L'AIE les encourage à s'engager en faveur d'un «new deal» écologique, afin de tirer profit de la crise financière et économique et d'enclencher une évolution persistante menant à un avenir énergétique durable sur le long terme. Au niveau international, cela passe par l'exploitation d'un mix énergétique combinant toutes les sources disponibles. Notre analyse conclut que les Etats

devraient quadrupler les moyens supplémentaires alloués à leur politique de réduction des émissions de CO₂ par rapport aux plus récents chiffres annoncés. Il faudrait au moins que ce niveau de dépenses soit reconduit d'année en année durant des décennies. Les incitations et les plans de relance destinés à soutenir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique durant cette période difficile présentent un triple avantage pour l'avenir: ils stimulent l'économie, créent des emplois et contribuent à notre passage à une économie à faibles émissions de CO₂, véritable urgence.

A propos de CO₂, l'AIE réclame certes que les émissions de ce gaz à effet de serre soient massivement réduites à l'échelle mondiale, mais appelle aussi à augmenter les investissements dans l'extraction de pétrole, agent énergétique fossile comptant parmi les principaux facteurs de ces émissions. N'est-ce pas paradoxal?

Stopper la consommation de pétrole du jour au lendemain déclencherait une crise économique telle que notre situation actuelle, à côté, ferait figure d'âge d'or. Ce ne serait évidemment pas durable. La transition à un système à faibles émissions de CO₂ prend du temps, et c'est pourquoi nous continuerons à dépendre du gaz et du pétrole durant des décennies encore. Le défi consiste donc à utiliser ces combustibles fossiles le plus efficacement possible tout en accélérant le recours à d'autres sources émettant moins de CO₂ et à de nouvelles technologies.

Au niveau international, la prochaine étape serait une nouvelle convention mondiale sur le climat applicable à partir de 2012, à conclure lors du grand sommet de décembre 2009 à Copenhague. A cette occasion, tous les regards se tourneront également vers le «World Energy Outlook» (WEO) de 2009. Pour conclure, pouvez-vous déjà nous en dévoiler en partie l'orientation?

Sur ce thème, il vous faut patienter jusqu'à la publication de ce rapport prospectif, le 10 novembre prochain. Mais vous apprécierez sans doute d'apprendre que nous publierons au préalable, à titre exceptionnel, un tirage spécial de l'analyse du changement climatique qu'il contiendra, afin que les pays participant aux négociations internationales sur le climat y aient déjà accès. Cet extrait, intitulé «World Energy Outlook 2009 Climate Change Excerpt», sera publié lors de la Conférence de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) organisée à Bangkok du 28 septembre au 9 octobre 2009, qui constitue une préparation essentielle du sommet de Copenhague. Je peux néanmoins vous assurer que le WEO 2009 examinera combien il faudra «payer» pour traiter le problème du changement climatique, et à qui il reviendrait d'en payer la plus grosse part.

Interview: Matthias Kägi

Profil

Fatih Birol est économiste en chef et directeur de la division d'analyses économiques de la politique énergétique à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à Paris. Il est chargé de superviser le rapport sur l'énergie mondiale, publication phare de l'AIE, réputée pour être la source la plus fiable pour les analyses et les projections dans le domaine énergétique. M. Birol est responsable du Conseil des entreprises du secteur de l'énergie récemment créé (Energy Business Council de l'AIE), dans lequel des dirigeants d'entreprises de ce secteur abordent les défis du marché énergétique selon le point de vue des entreprises. Il publie de fréquentes communications dans les médias et prononce chaque année de nombreux discours lors de conférences et de sommets internationaux.

De nombreuses distinctions

Sa contribution à la formulation des politiques énergétiques a valu à M. Birol d'être primé en 2002 par l'académie des sciences de la Fédération de Russie et en 2004 par le ministère de l'énergie des Etats-Unis. En 2005, il a reçu le prix de l'International Association of Energy Economics couronnant chaque année des «contributions exceptionnelles au secteur». M. Birol s'est vu remettre en 2006 par le gouvernement français l'insigne de Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques pour les remarquables services rendus dans le domaine de l'économie énergétique internationale. Il a reçu en 2007 la Médaille d'or d'honneur de la République d'Autriche pour avoir contribué à une meilleure compréhension des enjeux énergétiques mondiaux.

De l'OPEP à l'AIE

Avant de prendre son poste à l'AIE en 1995, M. Birol a travaillé six ans pour l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) à Vienne. Ce citoyen turc né en 1958 à Ankara a obtenu un Bachelor of Science en ingénierie hydraulique à l'institut technique de l'université d'Istanbul, puis un Master of Science et un PhD en économie de l'énergie à l'institut universitaire technique de Vienne.